

Georges SOREL (1898)

“ *La crise du socialisme* ”

Un document produit en version numérique par Mme Diane Brunet,
collaboratrice bénévole
Courriel: <mailto:brunet.diane@videotron.ca>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Diane Brunet, bénévole,
Courriel: <mailto:brunet.diane@videotron.ca>

à partir de :

Georges SOREL (1898)

“ La crise du socialisme. ”

Une édition électronique réalisée à partir du texte de Georges Sorel (1898), “ La crise du socialisme”. Texte publié dans la **Revue politique et parlementaire**, tome XVIII, pp. 597 à 612. On peut aussi retrouver ce texte reproduit dans **Georges Sorel, La décomposition du marxisme et autres essais**. Texte 3 (pp. 77 à 92). Paris: Les Presses universitaires de France, 1^{re} édition, 1982, 262 pages. Collection: Recherches politiques.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes
Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition du 25 octobre 2003 réalisée à Chicoutimi, Québec.



“ La crise du socialisme ”

par Georges Sorel (1898)

Une édition électronique réalisée à partir de l'article de Georges Sorel, “ La crise du socialisme ” (1898). Texte publié dans la *Revue politique et parlementaire*, tome XVIII, pp. 597 à 612. On peut aussi retrouver ce texte reproduit dans Georges Sorel, *La décomposition du marxisme et autres essais*. Texte 3 (pp. 77 à 92). Paris: Les Presses universitaires de France, 1^{re} édition, 1982, 262 pages. Collection: Recherches politiques. Une édition numérique réalisée par Diane Brunet, bénévole, dans ses temps libres.

[Retour à la table des matières](#)

On a souvent signalé le caractère brutal du socialisme contemporain, qui semble mettre son orgueil à abandonner toutes les aspirations morales, fondées jadis sur le droit naturel, et à poursuivre exclusivement des fins économiques. On a fréquemment cité une phrase qui définit bien - quoique avec un peu d'exagération - cet état d'esprit : « Notre parti ne repose que sur des intérêts à satisfaire ; il se vante d'être le parti du ventre ; il ne fait appel qu'à l'intérêt des prolétaires pour les jeter à l'assaut de la société bourgeoise. » Depuis quelque temps, il s'opère de grandes transformations dans la manière de penser des socialistes : M. S. Merlino, dans un livre récent ¹, propose de

¹ *Formes et essences du socialisme*, Paris, Giard & Brière édit., 1898. Ce livre est une adaptation de deux volumes publiés par lui en Italie : *Pro e contro il socialismo* et *L'Utopia collettivista*. On peut signaler, antérieurement, dans le même ordre d'idées quelques articles publiés de 1895 à 1897 dans le *Devenir social*.

renouveler entièrement la doctrine ; M. Bernstein ¹ a émis, dans la *Neue Zeit*, des idées analogues à celles de l'auteur italien ; beaucoup d'écrivains de la social-démocratie ², s'efforcent de trouver un terrain meilleur que celui où ils s'étaient cantonnés jusque-là. Allons-nous revenir au socialisme sentimental et humanitaire de 1848 ? Je ne le crois pas : la transformation est en train de s'opérer dans un autre sens.

À l'époque où la propagande socialiste recommença en France, il y a un peu plus de vingt ans, on avait dans la science une confiance qui nous étonne un peu aujourd'hui. On croyait qu'il existe une science sociale, fondée sur les sciences physiques et biologiques, capable de résoudre tous les problèmes posés depuis la Révolution ; que les considérations juridiques avaient fait leur temps et n'étaient plus mises en avant que par des gens intéressés à cacher la vérité scientifique. On importait alors en France les théories de Marx, théories qui n'ont jamais fait l'objet d'aucun exposé didactique complet ³ et qui semblent avoir été souvent transformées par les vulgarisateurs. Le nom du célèbre philosophe allemand exerça à cette époque une grande influence ; on crut qu'on était arrivé à posséder un socialisme déduit de la science.

On concevait, à cette date, la science comme un ensemble de formules auxquelles tout le monde devait se soumettre, sous peine de passer pour un individu absurde. On a été parfois choqué de l'aigreur de certaines polémiques dirigées contre les économistes : les écrivains socialistes les accusaient facilement d'ignorance et de mauvaise foi ; et, en effet, ils ne pouvaient comprendre qu'on doutât de l'exactitude absolue de leurs affirmations.

Il y aurait bien des observations à présenter sur cette prétendue science sociale ; dans beaucoup de cas, on reprenait des thèses abandonnées par les économistes ⁴ ; M. Vandervelde ⁵ écrivait dernièrement que les propagandistes belges ne peuvent se résoudre à croire que la loi d'airain des salaires et la fatalité de la concentration capitaliste ne sont pas des axiomes. Dans l'ardeur des polémiques, on s'emparait de toute affirmation qui paraissait devoir être favorable aux vues socialistes et on l'enregistrait comme un fait scientifique *avoué* par la bourgeoisie. C'est ainsi que des *erreurs matérielles* ont pu se maintenir dans les écrits socialistes jusqu'à nos jours : je vais en indiquer deux qui me paraissent caractéristiques. Les statistiques montrent que dans beaucoup d'industries les salaires représentent à peu près la moitié de la valeur du produit : on a cru que l'autre moitié représente le profit du patron et qu'ainsi l'ouvrier travaille la moitié de la journée pour enrichir l'entrepreneur. En s'appuyant sur une théorie physiologique universellement abandonnée, on a affirmé qu'un ouvrier bien nourri ne peut pas travailler neuf heures par jour

¹ M. Bernstein est considéré en Allemagne comme l'un des meilleurs écrivains de l'école marxiste.

² Notamment Max Schippel, Schoenlank C. Schmidt.

³ Le Pr LABRIOLA se plaint de ce que les œuvres de Marx et d'Engels soient souvent difficiles à trouver et semblent réservées à des initiés (*Discorrenda di Socialismo e difilosafia*, p. 13).

⁴ Voir, par ex., ce que dit ROGERS à propos des théories de Malthus et Ricardo, *Interprétation économique de l'histoire*, trad. française, p. 18.

⁵ *Revue socialiste*, mars 1898, p. 329.

sans dépasser ses forces ; et on en a conclu que la limitation de la journée à huit heures était scientifiquement nécessaire.

La thèse fondamentale était ce que M. Merlino appelle *la conception catastrophique* du socialisme ; on disait : « Le travailleur ne peut pas sérieusement améliorer son sort dans la société capitaliste ; la lutte est trop inégale entre lui et son patron sur le terrain économique ; quand il s'efforce de résister, au moyen de coalitions, le gouvernement intervient pour ajouter ses forces à celles de ses maîtres ; cette inégalité changerait de sens le jour où le pouvoir politique serait entre les mains des *amis du peuple* ; alors on pourrait liquider le passé et faire disparaître les classes par vole révolutionnaire ; les classes une fois supprimées, une administration scientifique s'organiserait tout naturellement et ne pourrait manquer d'être excellente. » Tout cela rappelle par beaucoup de côtés le simple blanquisme révolutionnaire ; mais les nouveaux socialistes croyaient, de très bonne foi, que la violence ne serait qu'un accessoire malheureusement nécessaire, imposé par les conditions inéluctables de l'histoire ; que la révolution proprement dite ne serait que l'accomplissement d'une œuvre scientifique. On empruntait à Marx une terminologie nouvelle ¹, des formules historiques, des résultats sommaires de patientes recherches économiques : peu de gens songeaient alors à pénétrer le sens profond d'une doctrine prodigieusement difficile à entendre.

On empruntait à Marx, sans se soucier de faire un départ entre les thèses vraiment fondamentales et les affirmations accidentelles, départ dont le Pr Sombart a montré la nécessité ². On attachait une grande importance à une loi du développement historique d'où se déduisait la nécessité de la grande catastrophe ; on croyait que la révolution était à nos portes et pouvait sortir de quelque grande crise d'affaires remuant le monde industriel. On parvenait à donner aux adhérents une grande confiance, parce qu'on leur démontrait que l'ère du bonheur universel était proche et que rien ne pourrait arrêter le mouvement ³. Je n'examine pas ici dans quelles limites cette illusion était fondée sur le système philosophique de Marx ; cela n'offre aucun intérêt pour notre sujet.

M. Bernstein s'est rallié aux idées de M. Merlino ; lui aussi rejette la conception catastrophique ; il a déclaré qu'il fallait renoncer à l'espoir d'une révolution prochaine ; il a même ajouté que, si le hasard livrait le pouvoir à la social-démocratie, celle-ci échouerait dans sa tâche et que son désastre serait plus grand que n'avait été le désastre du gouvernement provisoire de 1848. Nous voici bien loin des idées émises en 1896 par M. Guesde devant la Chambre des députés ⁴ : il annonçait que si les élections de 1898 amenaient une majorité collectiviste, le parti ouvrier était prêt et qu'en *quarante-huit heures* il saurait intéresser à la conservation du régime nouveau les masses

¹ Terminologie difficile d'ailleurs à employer, parce qu'elle est fondée sur une métaphysique et pleins de souvenirs hégéliens.

² *Le socialisme et le mouvement social au XIXe siècle*, trad. franç., Giard & Brière édit., 1898 (p. 108).

³ M. G. FERRERO compare la conception catastrophique à l'idée messianique du 1er siècle de notre ère (*L'Europa giovane*, p. 92). Cf. CHIAPPELLI, *Il socialismo e il pensiero moderno* (p. 305).

⁴ Séance du 15 juin 1896.

profondes du pays. L'auteur invoquait l'autorité de Blanqui ; et vraiment on se demande, aujourd'hui, pour quelle raison la majorité des socialistes français ne s'intitule pas blanquiste !

Mais quelle que fût la superstition scientifique, il y a vingt ans, elle n'aurait pas suffi à donner au socialisme ses allures anti-éthiques, s'il n'y avait eu des causes historiques agissant d'une manière prépondérante sur l'esprit des travailleurs. Ce sont ces causes qu'il nous faut examiner maintenant : dans toutes les discussions sur le socialisme on s'est, en effet, beaucoup trop occupé des *idées*, des thèses des abstractions : ce sont choses assez secondaires. On peut dire assez exactement que l'idéologie socialiste n'est qu'un reflet des conditions au milieu desquelles la classe ouvrière acquiert la notion du rôle qu'elle peut remplir ; si bien que les rapports sociaux, dans lesquels se fait la lutte des classes, dominant les théories et que celles-ci sont toujours notablement en retard sur le mouvement social.

Toute l'histoire du socialisme contemporain est dominée par la légende de la Commune ; l'insurrection de 1871 n'avait pas été inspirée par les théories marxistes ; elle n'avait pas été un essai de réalisation du gouvernement par le prolétariat organisé ; mais ce qu'elle n'avait pas été en fait, elle le devint dans la légende. *Comme toutes les légendes fortes, celle-ci se forma immédiatement* : l'Internationale lança une circulaire ¹, rédigée par Marx, dans laquelle la Commune était célébrée comme l'aurore de l'ère nouvelle ; ce point de vue a continué à être adopté par presque tous les auteurs marxistes ². Une erreur historique devint une grande vérité sociologique.

Dans cette guerre civile s'étaient trouvées en présence la plèbe des travailleurs, ayant un rudiment d'organisation, - et la vieille bourgeoisie française : jamais assemblée n'a représenté aussi exactement que celle de 1871 les classes moyennes, la tradition et l'esprit général de la France provinciale. La lutte se développait dépouillée de tout décor politique, sans aucune préoccupation éthique, comme une lutte de violences. Le peuple fut vaincu ; de grandes proscriptions suivirent la défaite ; et, depuis lors, chaque anniversaire de la prise de Paris est l'occasion de conflits entre les travailleurs socialistes et les agents de l'autorité, si bien que la légende se maintient intacte dans la nouvelle génération.

La leçon de choses porta ses fruits : tous les efforts tentés sous l'Empire pour développer les idées mutualistes furent perdus ; les théories de Proudhon, si fortement empreintes de préoccupations juridiques et morales, furent considérées comme réactionnaires ; on n'eut pas assez de moqueries pour l'éthique des anciens socialistes. Les nouveaux propagandistes tenaient au peuple un langage facile à comprendre : « Contre des adversaires impitoyables, contre des gouvernements qui ont massacré vos camarades, contre des forts qui

¹ On en trouve le texte français au Musée social. Elle a été traduite en italien et fait partie de la bibliothèque de propagande du parti marxiste.

² Cf. LABRIOLA, *Essai par la conception matérialiste de l'histoire*, trad. franç., Giard & Brière édit., 1897 (p. 23).

blaguent la légalité quand celle-ci est invoquée par les faibles, préparez-vous à employer, vous aussi, la violence, sans vous préoccuper du Droit et d'autres *principes mirobolants* ; il vous faudra user de tous les moyens de destruction que la science met à votre disposition, afin de régler révolutionnairement le compte de la bourgeoisie ; d'ailleurs, quand vous aurez triomphé, on s'arrangera pour prouver que vous avez été les soldats du Droit, comme on l'a déjà fait pour les révolutionnaires de 89. »

M. Merlino a très bien vu que l'influence de la Commune a eu pour effet de changer la position de la question sociale ; elle « s'était présentée, dit-il ¹, aux utopistes dans toute sa grandeur, comme question politique, juridique, économique et morale : elle fut concentrée et condensée dans la question ouvrière. » Il a bien aussi reconnu que ce furent les conditions historiques qui donnèrent au marxisme une influence prépondérante à cette époque. Il serait nécessaire d'ajouter que ces conditions réagirent sur le marxisme pour lui donner une apparence particulièrement simpliste et brutale. Je ne saurais ici étudier les conceptions de Marx sur le droit, sur la force, sur la lutte des classes ; - certainement il a, plus d'une fois, tourné en ridicule les prétentions du droit naturel ; mais presque tout le monde convient aujourd'hui qu'il ² « n'y a pas de droit naturel, en ce sens qu'un contenu pourrait être assigné au droit *a priori* » Quoi qu'on en ait dit, la lutte des classes, telle que Marx la conçoit, est *une lutte sur le droit* ³. Il y a vingt ans, on était trop près de la Commune pour pouvoir étudier scientifiquement l'œuvre de Marx : on était convaincu que la *violence immédiate* était le seul élément essentiel à considérer.

Il y eut bien, à cette époque, quelques tentatives faites pour humaniser la révolution ; un petit groupe protestait, de temps à autre, contre la *franchise* des révolutionnaires ; il faisait appel aux sentiments pour compléter la science et adoucir la rudesse des formules. Mais il ne faut pas se laisser prendre aux apparences : l'expérience nous a montré que les hommes *sensibles* savent toujours trouver d'excellentes raisons pour justifier les actes les plus féroces et que des homélies pleurnichardes accompagnent très bien des mesures terroristes. On ne doit pas attacher une grande importance aux déclamations de cette école humanitaire : s'il y avait eu des tendances vraiment sérieuses contre le mouvement purement matérialiste, elles se seraient accusées par des théories juridiques et non par de vagues dissertations sentimentales. Il est, d'ailleurs, intéressant de se reporter aux polémiques qui avaient lieu, il y a une dizaine d'années, entre les divers groupes socialistes : quand on voulait écraser un adversaire, on le dénonçait comme coupable d'avoir abandonné le drapeau révolutionnaire.

Aujourd'hui les traditions sont encore assez fortes pour que le parti de M. Brousse, qui représente par excellence le mouvement pacifique et ce qu'on peut nommer le socialisme administratif, croie nécessaire de prendre pour titre : « Parti ouvrier socialiste révolutionnaire ». Il est vrai que le terme révo-

¹ *Op. cit.*, p. 244.

² *Année sociologique* (d'après M. STAMMLER), 1896-1897, p. 491.

³ Je crois avoir été un des premiers à signaler la nécessité de compléter les formules employées habituellement par les marxistes en indiquant le but juridique de la lutte. (L'article sur VICO dans *Le Devenir social*, 1896). Je reprends cette question dans la *Rivista di Storia filosofia del diritto*.

lution est bien vague ! On peut, d'ailleurs, être partisan de la violence tout en combattant la tactique des vieux émeutiers et en préconisant la conquête des pouvoirs publics par le bulletin de vote. Il n'y a pas que la violence qui se déchaîne les armes à la main ; il y a aussi ce que Marx appelait la violence concentrée et organisée, la force de l'État : la forme de l'acte ordonné par l'autorité et exécuté par des subordonnés, suivant des règles inscrites dans un code, ne change pas la valeur propre de l'acte, ne lui donne pas un caractère juste, ne l'empêche pas d'être une manifestation de la violence. M. Merlino insiste, avec beaucoup de force, sur la nécessité d'examiner le contenu ¹ : c'est ce que ne font guère les socialistes légalitaires, dominés qu'ils sont par les souvenirs de 93 et par l'histoire de la Commune.

À l'heure actuelle, les partisans les plus dogmatiques du parlementarisme, de la lutte sur le terrain légal, semblent bien être aussi les plus résolus partisans de la violence exercée par l'État. On a souvent répété que le premier soin du gouvernement socialiste serait de faire fusiller les anarchistes ; on peut aller loin dans cette voie, car tous les partisans du *self help* sont, plus ou moins, suspects ; M. de Molinari est considéré par les parlementaires comme un anarchiste de marque ². Il n'y a pas longtemps, un socialiste très légalitaire avouait que, pour instaurer le nouveau régime, il faudrait probablement abattre cent mille têtes. Après cette petite opération, le Droit pourra devenir une réalité !

On peut observer, en ce moment, une tendance bien marquée vers des idées meilleures dans la jeunesse intellectuelle qui vient au socialisme ; les nouveaux adhérents s'inspirent beaucoup plus des livres de Marx que des vulgarisations que l'on en avait faites depuis la Commune ; ils apportent surtout cet esprit théorique et spéculatif qu'Engels considérait comme si essentiel au socialisme qu'il a pu écrire que ³ « le mouvement ouvrier allemand est l'héritier direct de la philosophie classique allemande ». Mais si intéressantes que soient ces tendances de la jeunesse universitaire, il n'en résulterait aucun changement important dans les idées, si les circonstances n'avaient entraîné les socialistes à adopter une propagande nouvelle, s'exerçant dans des milieux différents de ceux où ils opéraient depuis vingt ans.

Depuis quelques années les partis socialistes se sont lancés à la conquête des campagnes. Il n'y a pas bien longtemps encore M. Bebel écrivait ⁴ : « Nous ne pouvons honnêtement dire aux paysans autre chose que : nous ne pouvons pas vous aider dans la société actuelle. » Ainsi la question agraire, comme le Droit, la Morale et tout ce qui est embarrassant, était réservée à la société future - procédé qui rappelle celui des talmudistes renvoyant la solution des problèmes gênants aux temps messianiques. Cependant le même

¹ *Op. cit.*, p. 79 et *passim*.

² *Revue socialiste*, mars 1898, p. 376.

³ Dans un article sur Feuerbach publié en 1886 dans la *Neue Zeit*, traduit en 1894, dans *L'Ère nouvelle*.

⁴ D'après *Ère nouvelle*, janvier 1894, p. 110.

orateur se convertissait et, au congrès de Breslau, soutenait un programme conçu en vue de protéger les paysans propriétaires ¹. Beaucoup de socialistes croient que cette tactique ne touche pas au fond de leurs doctrines, qu'il s'agit seulement de propager un *programme-hameçon* ², pour attirer, *par tous les moyens*, les petits propriétaires, obtenir leurs voix dans les élections : on verra ensuite ! et, quand on sera au pouvoir, on appliquera le vrai collectivisme. Cette tactique est assez naïve et montre chez ceux qui le conçoivent une bien faible connaissance des thèses marxistes : ce qui importe dans l'histoire, ce n'est pas ce que cachent dans leur for intérieur les idéologues d'un parti, mais ce que comprennent et ce que sentent les masses, dont ils se croient les chefs.

À l'heure actuelle, il existe encore une grande incohérence dans les conceptions que les paysans se font du socialisme ; il semble bien exister cependant un assez fort courant analogue à celui qui existait en 1851 dans beaucoup de campagnes ; M. de La Bouillerie ³, dès 1895, signalait un mouvement socialiste parmi les « petits propriétaires ». J'ai sous les yeux des comptes rendus d'un banquet offert en 1897 à Sainte-Terre près de Libourne à des députés socialistes ; l'assistance était assez mélangée : on y voyait de vieux bonapartistes, des radicaux et des boulangistes notoires (comme MM. Jourde et Cliché). D'après le journal républicain, M. Guesde aurait dit : « Il faut tout apporter à la masse collectiviste ; et nous vous déchargerons des impôts, des dettes chirographaires, etc., etc. ; vous jouirez, en toute liberté, des fruits de votre travail. » *La France du Sud-Ouest*, qui avait organisé la fête, n'avait pas *entendu* des paroles aussi compromettantes et elle résumait ainsi le discours du leader collectiviste : « L'orateur dit que les paysans vont au socialisme parce qu'ils savent que ce dernier veut *créer la propriété* pour tous, la donner à ceux qui ne l'ont pas, la conserver aux petits propriétaires, en dégrévant ceux-ci de l'impôt qui les rend aussi malheureux que les prolétaires des villes. »

La propagande est peut-être plus facile à faire dans les campagnes que dans les villes ; il n'est pas aisé, en effet, de satisfaire à la fois les classes ouvrières et ceux qui les exploitent (*Sweaters*, petits patrons, boutiquiers) ; or, sans l'appui de ces gens les chances d'un candidat sont bien faibles. Pour attirer cette clientèle, il faut éviter de parler le langage communiste ; il faut faire beaucoup de concessions ; et tout cela ne plaît guère aux travailleurs, surtout à ceux qui ont acquis la connaissance des principes socialistes. Dans les campagnes, on n'est pas embarrassé par des raisonneurs de ce genre. Aux dernières élections parisiennes, les candidats, pour plaire aux bourgeois pauvres, ont été obligés de se montrer très *avancés*, mais très peu socialistes ⁴ ; on a surtout attaqué la *ploutocratie*, ce qui nous ramenait aux vieilles luttes des cités grecques : quelques-uns se posaient en candidats des *humbles* ; d'autres mettaient carrément les riches hors la loi ; interrogé dans une réunion publique sur la question de savoir si on paierait une indemnité aux industriels expo-

¹ *Musée social*, circulaire du 1er octobre 1896.

² H. LAGARDELLE, *La question agraire et le socialisme*, Giard & Brière édit., 1898, p. 3.

³ *Étude sur la petite propriété rurale*, pp. 20-22.

⁴ Un député, élu avec l'étiquette socialiste, disait dans une réunion publique « Il ne faut pas trop s'effrayer du mot collectivisme ; tout le monde est un peu collectiviste ; quand on se promène dans une rue, on se sert d'un terrain collectif, on fait du collectivisme. » Ce député n'a pas signé le manifeste dès 37.

priés pour la constitution des services publics futurs, M. Millerand répondait ¹, aux applaudissements de son auditoire : « L'indemnité sera payée aux pauvres ; elle sera refusée aux riches. »

Dans toutes ces discussions, il y a beaucoup d'indécision parce que le mot *propriété* se prête à plusieurs interprétations. Marx appelait *propriété individuelle* l'appropriation par l'individu des moyens d'existence et il nommait généralement *propriété privée* l'administration particulariste des moyens de production, il assignait comme but au socialisme la suppression de la propriété privée et son remplacement par la *commune possession* des instruments de travail et il voulait conserver la propriété individuelle des produits du travail personnel. Les socialistes peuvent donc dire qu'ils entendent défendre la propriété individuelle, sans abandonner leurs thèses ² ; mais il y a à craindre qu'ils ne soient pas toujours bien compris.

Les programmes socialistes perdent de leur simplicité, de leur logique, de leur cohérence ; M. Merlino insiste beaucoup sur les contradictions et les incertitudes que l'on rencontre aujourd'hui dans les déclarations des Congrès. Il voit là un aveu d'impuissance ³ ; je ne partage pas cet avis ; je vois là une preuve de l'action lente, mais sûre, des conditions sociales actuelles sur l'esprit des théoriciens, qui ne sont pas encore parvenus à mettre leur terminologie et leurs propositions à la hauteur des faits. Pour bien comprendre l'importance du chemin parcouru, il est utile de comparer le manifeste des trente-sept députés socialistes nouvellement élus avec l'ordre du jour voté en 1896 après le banquet des municipalités socialistes à Saint-Mandé. Il y a deux ans, on invoquait « la pensée essentielle des socialistes de tous les pays et la tradition française depuis la Révolution » ; cette année on se déclare « fidèle aux doctrines de la Révolution ». La différence est notable, car les doctrines peuvent être aussi bien celle des Constituants que celles de Saint-Just ou de Babeuf. On se propose d'assurer « à tous la libre *disposition des moyens* et des fruits de leur travail » ; on n'ose pas prononcer le mot *propriété* ; mais les lecteurs peu rompus aux subtilités de la dialectique ne manqueront pas de comprendre qu'il s'agit d'étendre la propriété privée et non de la supprimer. En 1896, on proclamait qu'on voulait « abolir le régime capitaliste lui-même » ; maintenant il s'agit seulement de *préparer* « la transformation en *propriété sociale* (?) des moyens de production, de transport et de crédit, arrachés à leurs *propriétaires individuels* par la féodalité capitaliste. » De quoi peut-il être bien question ici ? Je suppose qu'il s'agit des grands magasins dont la prospérité ruine tant de petits commerçants ; je ne crois pas que les chemins de fer et la Banque de France aient été arrachés à d'anciens petits propriétaires ; je ne vois pas, non plus, comment cette formule pourrait s'appliquer aux raffineries de sucre, que M. Millerand avait, en 1896, signalées comme *mûres pour la socialisation*.

Il ne servirait pas à grand-chose d'argumenter plus longtemps sur des formules aussi vagues ; le sens général de la pensée des socialistes parlemen-

¹ *Petite République*, 25 mars 1898.

² Cf. *Humanité nouvelle*, juillet 1898, p. 93, où est citée une phrase d'un manifeste électoral.

³ *Op. cit.*, p. 242.

taires se dégage de l'ensemble du document : il ne s'agit plus de se mettre en mesure de reconstruire la société et d'élaborer un programme pour le monde futur ; il faut savoir vivre dans la société actuelle ; il faut s'efforcer de faire aboutir les réformes possibles ; il faut collaborer aux améliorations. En un mot, la notion catastrophique est abandonnée ; on reconnaît, comme M. Vandervelde ¹, qu'il « n'est pas impossible d'améliorer la condition matérielle, morale et intellectuelle (de la classe ouvrière) dans le cadre même du régime capitaliste » ; on veut travailler à réaliser ce que M. Merlino appelle *l'essence du socialisme*. Il est difficile à des hommes politiques de parler le langage de la science ; mais, à travers leurs précautions oratoires, on distingue facilement la vraie pensée des rédacteurs du manifeste.

Les transformations ont toujours beaucoup de peine à s'opérer dans l'esprit, quand les théories se sont longtemps imposées et ont développé leurs formes abstraites. Il ne faut donc pas s'attendre à ce que l'on abandonne les conséquences de la théorie catastrophique, dès que celle-ci est reconnue fautive ; pour que ses conséquences tombent, il faudra des raisons d'ordre pratique et non des raisonnements logiques.

Tant que l'on attendait une catastrophe prochaine, il était fort important de faire parvenir beaucoup de socialistes aux fonctions publiques ; on pouvait ainsi favoriser le succès de la révolution sociale ; on pouvait espérer, par ce moyen, conserver les forces organisées du gouvernement et s'en servir, après la révolution, pour démolir l'organisation économique du capitalisme. Mais si le triomphe d'un gouvernement socialiste n'est ni probable, ni désirable (comme l'affirme M. Bernstein), on se demande à quoi peut bien servir la conquête des pouvoirs publics, dont on a fait tant de bruit dans les manifestes socialistes. Ne serait-ce pas une vieillerie à remiser avec la notion catastrophique ?

Sans doute, pour obtenir des réformes sociales, il peut être utile d'avoir à la Chambre un groupe de députés socialistes ; mais il ne faut pas se faire de grandes illusions sur le rôle qu'il peut y jouer. Un éminent social-démocrate d'Allemagne a bien voulu me dire qu'il reconnaît le danger de la politique pour le mouvement ouvrier, qu'il trouve qu'on attribue trop d'importance à la lutte politique, mais qu'il ne voit pas comment on pourrait s'en passer. Je suis parfaitement d'accord avec lui : la politique est un pis-aller, contre lequel il faut prendre des précautions. Les députés socialistes français se sont beaucoup occupés de faire des propositions en vue d'augmenter les attributions de l'État : cela me semble un singulier moyen d'assurer l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes ² !

Dans notre pays, où existent des traditions autoritaires si fortes, tout ce qui augmente le pouvoir de l'État est un danger pour le peuple. Les Belges se sont bien rendu compte de cette situation et ils sont décentralisateurs. M. Merlino

¹ *Revue socialiste*, mars 1898, p. 341.

² Cf. les statuts de l'Internationale.

est, lui aussi, un libéral et il s'étonne de voir des marxistes s'effaroucher des projets destinés (comme le *referendum*) à limiter l'arbitraire de l'autorité.

On prétend que l'administration est tout autre chose que le gouvernement ; cela est vrai, mais la différence n'est point celle que définissent les socialistes autoritaires. Une administration est bien autrement oppressive et plus difficile à contrôler qu'un gouvernement ; ce qu'il faudrait chercher à réaliser c'est ce que M. Merlino appelle la *justice dans l'administration*, c'est un système de garanties contre l'arbitraire toujours croissante des administrations. Ce qu'on nomme *socialisme municipal* est l'une des plus tristes inventions de l'esprit politique ; lorsque les corps municipaux disposeront d'armées d'ouvriers et d'employés, les *Caucus* deviendront tout-puissants et le régime du Tamany-Hall se généralisera. L'expérience a été jusqu'ici peu favorable aux administrations démocratiques des grandes villes.

Les garanties les plus efficaces que l'on puisse constituer contre le despotisme et la corruption des administrations, sont celles que peuvent fournir les associations ouvrières : coopératives, syndicats, mutualités. Les Belges ont combiné toute l'organisation du parti socialiste en prenant pour noyaux les coopératives ; mais chez eux l'association est traditionnelle, tandis que chez nous les *esprits avancés* ont le culte de l'État : des lois rédigées en style lapidaire, des règlements d'administration publique et une armée de fonctionnaires ! Si avec cela le peuple n'est pas content, c'est qu'il a été trompé par les réactionnaires et les anarchistes associés. « Les coopératives, m'écrit le social-démocrate que j'ai déjà cité, tendent à développer le sentiment de responsabilité que la politique menace d'annihiler ; et je redoute le jour où tout le monde s'en rapportera à l'État ou à la Commune comme aux grands nourriciers du genre humain ».

Les coopératives ont été longtemps suspectes en France ; encore il n'y a pas longtemps, on les traitait « de manœuvres réactionnaires » ; aujourd'hui, on les accepte comme un pis-aller. Les syndicats sont considérés par les hommes politiques comme des *noviciats*, bons pour attirer les ouvriers et pour les préparer à entrer dans les comités électoraux ; ils sont souvent dangereux, quand ils poursuivent trop exactement les fins économiques en vue desquelles ils sont créés ; de même que les coopératives, ils enlèvent aux comités électoraux les meilleurs éléments et les enlèvent dans des préoccupations trop terre à terre. Les Bourses du travail, qui réunissent les syndicats *sans aucune idée politique*, sont assez mal vues des députés socialistes ; il est assez curieux qu'il n'existe point d'institutions de ce genre à Lille, Roubaix, Calais.

Les anarchistes ont profité de cette situation et se sont lancés, avec l'ardeur qui les caractérise, dans les mouvements syndical et coopératif ¹. On connaît mal en France les groupes anarchistes ² ; ils se rattachent d'une manière très intime à la tradition socialiste française, comprenant beaucoup d'excellents

¹ Cf. BANCEL, *Le coopératisme devant les écoles sociales* et dans *L'Humanité nouvelle* son article Trade-unionisme, mutualisme et néo-coopératisme (numéros de octobre et nov. 1897). - Le groupe des *Étudiants socialistes internationalistes révolutionnaires* : *Les anarchistes et les syndicats*, - Beaucoup d'articles dans le *Père Peinard* de M.E. POUGET.

² Cf. HAMON, *Psychologie de l'anarchiste socialiste*.

ouvriers que les ruses des politiciens dégoûtent les étudiants révolutionnaires de Paris sont, en majorité, anarchistes le très distingué secrétaire de la fédération des Bourses, M. F. Pelloutier, est classé parmi les anarchistes. À l'heure actuelle, anarchisme est synonyme d'organisation des classes ouvrières en dehors des coteries politiques.

Le temps n'est probablement pas éloigné où les ouvriers s'apercevront que la division du socialisme en sectes n'offre qu'un intérêt bien médiocre *pour eux* ; que le *socialisme des choses*, comme dit M. Merlino, est bien autrement important que le *socialisme des socialistes*. Les travailleurs n'ont pas grand'chose à apprendre des théoriciens ; mais ceux-ci ont beaucoup à apprendre en étudiant le mouvement syndical : c'est à cette conclusion que je suis arrivé dans un travail récent ¹. Dans la pratique, les dissidences théoriques s'effacent ; quand il s'agit de raisonner sur les réformes actuelles, les dogmes ne comptent guère ; les Bourses du travail renferment des hommes appartenant aux partis les plus opposés et ces hommes s'entendent ; c'est pourquoi les Bourses sont devenues des institutions d'une importance capitale pour l'avenir du socialisme en France ². Tandis que les chefs combinent des formules pour résoudre les contradictions logiques et nous apprendre comment la vraie liberté résulte de la parfaite adaptation au mouvement imprimé à la machine sociale pour l'État ; tandis que des abstractions sont manipulées avec subtilité par les dialecticiens du socialisme, - les ouvriers, en agissant, font la vraie science sociale ; ils suivent les voies qui correspondent aux thèses fondamentales et essentielles de Marx.

Déjà dans les rangs des idéologues a pénétré la notion de l'unité essentielle du socialisme ; tout dernièrement, on a parlé de réunir un grand congrès pour diriger le mouvement et un journal ³ proposait d'y appeler les groupes anarchistes ! La fondation de *L'Humanité nouvelle* par M. Hamon est un signe remarquable de l'esprit nouveau : la liste des collaborateurs renferme des députés socialistes (comme MM. Vandervelde, Van Kol, E. Ferri), des anarchistes (comme MM. Grave, Kropotkine, Reclus), des marxistes (comme MM. B. Croce, H. Lagardelle) et l'ancien directeur de la *Revue socialiste*, M. G. Renard.

Entre tous ces hommes existe une communauté générale de sentiments, qui les séparent de la société bourgeoise, même des radicaux les plus avancés ; on trouve chez tous ce que j'ai appelé la notion de la *catastrophe morale*, résultant de la nouvelle évaluation de toutes les valeurs morales par le prolétariat militant : un socialiste et un anarchiste, engagés tous les deux dans le mouvement syndical, ne diffèrent guère ; ils comprennent les rapports sociaux, la conduite privée et le droit à peu près de la même manière ; - on ne saurait en dire autant d'un avocat parisien devenu député socialiste et d'un travailleur d'usine.

Il ne faut donc attacher qu'une importance très médiocre aux formules et aux revendications des programmes. Bien loin de marquer la déchéance du

¹ *Avenir socialiste des syndicats* (Extrait de *L'Humanité nouvelle*), Librairie de l'Art social, p. 12.

² C'est l'opinion de M. SOMBART (*op. cit.*, p. 128).

³ *Parti ouvrier*, 30 juillet 1898.

socialisme, la crise actuelle du *socialisme scientifique* marque un grand progrès : elle facilite le mouvement progressif en affranchissant d'entraves la pensée. Longtemps on a cru que le socialisme pouvait déduire ses conclusions de thèses scientifiques et être une science sociale appliquée ; un interprète fort habile de Marx, M. B. Croce ¹ a montré qu'une pareille opération est impossible à réaliser. La science doit se développer librement sans aucune préoccupation sectaire ; la sociologie et l'histoire existent pour tout le monde de la même manière ; il ne saurait y avoir une science appropriée aux aspirations de la social-démocratie, de même que les catholiques intelligents ne pensent plus qu'il puisse y avoir une science catholique.

Le livre de M. Merlino n'est pas destiné à proposer la formation d'une nouvelle doctrine sociale, mais à montrer qu'il ne faut pas s'engager sans avenir sérieux sur des voies. Le travail fait par Marx ne sera point perdu, tout au contraire ; son œuvre mieux comprise, illuminée par l'expérience acquise, interprétée d'une manière philosophique, fournira des indications singulièrement profondes sur la portée des problèmes sociaux. Quelques camarades et moi, nous nous efforçons d'utiliser les trésors de réflexions et d'hypothèses que Marx a groupés dans ses livres : c'est la vraie manière de tirer parti d'une œuvre géniale et inachevée. Au lieu de répéter des formules abstraites, nous nous instruisons librement. Mais ce travail, pour important qu'il soit, est tout à fait accessoire dans le mouvement socialiste, comme tout travail idéologique d'ailleurs. Le socialisme n'est pas une doctrine, une secte, un système politique ; c'est l'émancipation des classes ouvrières qui s'organisent, s'instruisent et créent des institutions nouvelles. C'est pourquoi je terminais par ces mots un article sur l'avenir socialiste des syndicats ² : « Pour condenser ma pensée en une formule, je dirai que tout l'avenir du socialisme réside dans le développement autonome des syndicats ouvriers. »

Fin de l'article

¹ *Per la interpretazione e la critica di alcuni concetti del marxismo*, pp. 30-37.

² *Humanité nouvelle*, mai 1898.